



Community of Practice

***“REDD+ AND BEST PRACTICES INTEGRATING FORESTS
AND TREE-BASED MITIGATION AND ADAPTATION IN
RESPONSE TO CLIMATE CHANGE IN AFRICA”***

Communication sur

**Evaluation de l'état de mise en oeuvre de
REDD+ en Afrique**

Dr Cheikh Dieng

Dakar, Nov 2022





Introduction et justification

Les forêts jouent un rôle important dans la régulation du climat mondial, en absorbant les GES, notamment le CO₂ en «stockant» le carbone.

Les émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts représentent environ 20% du total mondial des GES émis chaque année, soit la seconde source d'émission de GES après les énergies fossiles.

C'est tout le sens du mécanisme REDD+ dans le cadre des négociations climat pour «les Pays ayant la volonté et la capacité de réduire la Déforestation et la Dégradation qui pourraient bénéficier des compensations financières».





Objectifs de la présentation

- **Evaluer le niveau de mise en œuvre de la REDD+ dans les pays africains;**
- **Produire des connaissances sur les bonnes pratiques, les défis et les possibilités, ainsi que sur les lacunes dans la mise en œuvre de la REDD+**

Dans ce cadre, les objectifs spécifiques sont les suivants :

- ✓ Faire la cartographie des pays africains qui sont en phase de préparation, de mise en œuvre et d'investissement de REDD+;
- ✓ analyser les stratégies et les plans de mise en œuvre de la REDD+ ainsi que les phases de mise en œuvre dans certaines sous-régions;
- ✓ Évaluer les possibilités et les défis liés à la mise en œuvre de chaque phase de REDD+;

Finalité

Identifier les acquis et les faiblesses des pays aux fins d'asseoir un programme de partage des expériences et de renforcement des capacités des acteurs africains





Plan de présentation

Rappel des lignes directrices de la CCNUCC sur le MRV et les activités REDD+

Les principales phases de REDD+

Cartographie des pays en fonction de la phase atteinte dans le processus

Éléments clé de succès du processus REDD+

Défis et Opportunités de REDD+ en Afrique





Rappel lignes directrices de la CCNUCC sur le MRV et les activités REDD+

Ces lignes directrices servent pour l'évaluation de l'état de mise en œuvre de REDD+ par pays

- **Un plan d'action/stratégie national(e)** : causes de la déforestation et de la dégradation des forêts, problèmes fonciers, gouvernance forestière, genre pour la participation des parties prenantes, des populations autochtones et des communautés locales;
- **Un système national de surveillance des forêts (SNSF)**: qui permet l'inventaire du carbone forestier (estimation des émissions anthropiques de GES par les sources et des absorptions par les puits, liées à l'état des forêts, des réserves de carbone et des variations des superficies forestières.
- **Un niveau (d'émissions) de référence pour les forêts (NRF/ NERF)** au plan national qui sera périodiquement mis à jour par l'intégration de meilleures données, des méthodologies améliorées et de pools supplémentaires.
- **Un système fournissant des informations sur les garanties**: Participation volontaire; quelles actions REDD+ et leur système MRV; Méthodologies pour estimer les émissions/ absorptions en vue des paiements;

Parallèlement aux questions techniques, celles éthiques sont tenues en compte: à qui appartiennent les ressources et comment sont répartis les produits issus des titres de carbone





Les principales phases de REDD+

La décision 1/CP.16 décrit une transition graduelle entre les phases lors de la mise en œuvre de REDD+.

i) les phases de préparation, de transition et ii) la phase de mise en œuvre intégrale.

Les résultats de la cartographie de l'état d'avancement des pays se mesure à travers ces phases:

Phase d'implémentation		Caractéristiques
Phase 1	Préparation	<p>Formulation du plan d'action/stratégie national(e),</p> <p>Développement de mesures, de politiques et de capacités,</p> <p>Identification des besoins de renforcement de capacités,</p> <p>Développement de la feuille de route MRV</p>
Phase 2	Transition, implémentation, et développement des capacités	<p>Implémentation des politiques, mesures et stratégies nationales ou plan d'actions (développement de capacités);</p> <p>Développement de la technologie, transfert et démonstration d'activités basées sur les résultats ;</p> <p>Développement du système de suivi</p>
Phase 3	Implémentation complète	<p>Implémentation des politiques et mesures sur le territoire national ;</p> <p>Système de suivi à échelle nationale ;</p> <p>Système MRV totalement opérationnel pour reporter les performances REDD+ en CO₂eq</p>



Cartographie des pays en fonction de la phase atteinte dans le processus

0 = pas encore commencé

1 = en cours

2= achevé

	Pays	Adhésion Prog ONUREED	NREF/ NRF	SNSF	SN REED+/ Plan d'Action	Système garanties
1	Bénin	Déc. 2011	1	1	0	0
2	Burkina Faso	Mai-15	2	1	1	1
3	Cameroun	Mars-12	2	1	2	1
4	Congo	Oui	2	2	2	2
5	Cote d'Ivoire	2014	2	2	2	1
6	Ethiopie	Juin-11	2	2	2	1
7	Gabon	Oct-10	2	2	1	0
8	Ghana	2013	1	1	1	1
9	Guinée Bissau	Avr-14	1	1	1	0
10	Guinée Conakry	Mai-15	1	1	0	0
11	Guinée Equat.	Mai-14	1	1	1	0
12	Kenya		1	1	1	1
13	Liberia		1	1	2	1
14	Madagascar	avr-14	2	2	2	2





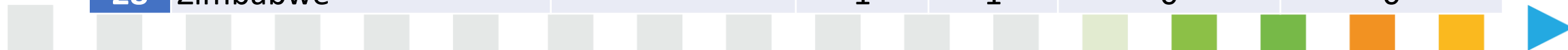
Cartographie des pays en fonction de la phase atteinte dans le processus

0 = pas encore commencé

1 = en cours

2 = achevé

	Pays	Adhésion Prog ONUREED	NREF/ NRF	SNSF	SN REED+/ Plan d'Action	Système garanties
15	Malawi		1	1	1	1
16	Maroc	Nov-12	0	0	0	0
17	Mozambique	No	2	2	2	2
18	Namibie		0	0	0	2
19	RDC	Mars-11	2	2	2	1
20	Rep Centrafricaine		0	0	1	0
21	Rwanda		0	0	0	0
22	Soudan		0	1	1	0
23	Soudan du Sud		1	1	2	0
24	Tanzanie	2009	2	2	2	2
25	Tchad	Oui	1	1	1	1
26	Togo		1	0	1	0
27	Tunisie	2013	0	1	1	0
28	Zimbabwe		1	1	0	0





Cartographie des pays en fonction de la phase atteinte dans le processus

Catégorie 1

Pays qui ont complété le Cadre de Varsovie

Ces pays sont à un stade très avancé qui les projette dans la phase de paiement : **Congo, Madagascar, Mozambique, RDC** et **Tanzanie**

Catégorie 2

pays qui ont complété au moins deux (2) critères du Cadre de Varsovie

Les processus sont assez avancés et peuvent bientôt prétendre aux paiements basés sur les résultats: **Côte d'Ivoire, Cameroun** et **Ethiopie**:

Catégorie 3

Pays qui ont débuté la mise en œuvre d'un critère du Cadre de Varsovie

C'est la grande masse de tous les autres pays restants : Le processus est très peu avancé voire inexistant





Eléments clé de succès du processus REDD+

- **L'engagement politique** : nécessité d'un soutien au plus haut niveau de l'Etat pour un engagement/ participation de tous les départements ministériels sectoriels concernés et une plus grande facilité de mobilisation de ressources humaines, techniques et financières;
 - Côte d'Ivoire: Soutien du Chef de l'Etat; RDC: Pilotage par le Premier Ministre
- **La participation multisectorielle**: Mise en place de plateformes multi-acteurs et cross-sectoriels
 - certaines options pour REDD+ se situent souvent hors de la forêt: agriculture, aménagement du territoire, énergie
 - Projets REDD+ sont souvent en compétition avec d'autres options d'utilisation des terres (agriculture, élevage, mines) et des ressources forestières (exploitation du bois) pour la subsistance des populations
 - RDC: Implication Direction de l'Aménagement du Territoire & des Industries Forestières, Direction du Développement Durable pour définir les méthodologies dans l'évaluation des émissions des GES et valider les résultats; Implication des acteurs régionaux comme l'Observatoire Satellitale des Forêts d'Afrique Centrale (OSFAC) qui ont mobilisé des ressources techniques et financières
- **Projets pilotes REDD+**: Absence fréquente de données pour alimenter le SNSF/MRV, la stratégie nationale (moteurs déforestation) ou le SIS
 - RDC: projet WWF dans les biotopes de forêts de montagne a permis d'alimenter l'élaboration de la stratégie nationale & le mode de répartition des paiements de carbone
 - Côte d'Ivoire: Projet pilote Mondelez/ UE a permis d'alimenter l'élaboration de la stratégie nationale;
 - Cameroun & Côte d'Ivoire: Projet pilote d'acquisition de données pour alimenter le SNSF/ MRV





Eléments clé de succès du processus REDD+

• Coordination

Niveau/ Organe	Présidence	Membres	Fonctions
STRATEGIQUE Comité national REDD+	Primature	Ministres concernés Plateformes de la société civile, PTF, Peuples autochtones	Définition des grandes orientations, Mobilisation de moyens financiers et répartition entre les différents acteurs institutionnels. Suivi, Contrôle de la mise en œuvre
TECHNIQUE Comité Interministériel REDD+	Ministre de l'Environnement ou des Forêts)	Représentants ministères, PTF, ONG et OIG, Directions techniques, Peuples autochtones, Populations locales	Coordination Evaluation et validation des programmes de travail Elaboration des apports techniques et financiers Approbation du plan de travail et budget. Mobilisation des acteurs
OPERATIONNEL Coordination technique REDD+	Tutelle du Ministère de l'Environnement (ou des Forêts)	Techniciens dans les différents domaines du REDD+	TdR des études spécifiques et suivi mise en œuvre/ réaliser ces études Secrétariat du Comité National et du Comité Interministériel coordination avec les autres projets/ initiatives REDD+
Point focal	fonctionnaire du Ministère de l'Environnement		Interface Gouvernement/ PTF Représente le Gouvernement dans les négociations climat Mobilisation des moyens financiers





Éléments clé de succès du processus REDD+

- **Le financement des différentes phases de REDD+**

- **Financement des activités de démonstration:**

- **FVC/ ONUREDD**

Permettent de générer des résultats pour tester/ valider des hypothèses relatives aux exigences du Cadre de Varsovie, permettant ainsi au pays d'être admissible aux PBR et d'autres sources de paiements

- Critères d'éligibilité: activités innovantes, permettre de réduire au minimum les risques et contribuer à la stratégie/plan d'action REDD+, ainsi que des priorités de développement qui sont identifiées dans les CDN et les interventions forestières programmées dans les plans nationaux d'adaptation
- Permettent aussi de mettre en évidence les avantages non carbone qui sont un élément clé de réussite des processus REDD+
- Starter des processus qui permet d'attirer d'autres financements pour aider les pays à démarrer le processus. C'est le cas de la RDC, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de Madagascar

- **AUTRES SOURCES DE FINANCEMENT**

Forte implication de la Banque mondiale (FPCF):

- Financement Readiness & Activités de démonstration

Coopération multilatérale: BAD (Côte d'Ivoire), NCF (Sénégal)

Coopération bilatérale: KfW (Cameroun), Norvège (RDC)





Éléments clé de succès du processus REDD+

Le financement des différentes phases de REDD+

Pays	Phases du Processus REDD+	Activités mises en œuvre	Durée de mise en œuvre
Burkina Faso	Phase de préparation	Grandes études stratégiques Renforcement des capacités Elaboration de la stratégie nationale REDD+ SNSF/ MRV	
	Phase de mise en œuvre	Renforcement des capacités Conception des outils de suivi Elaboration des documents de mise en œuvre	
Cameroun	Phase de préparation	Stratégie nationale, SNSF, SIS, NERF/NRF	5 ans
	Phase de mise en œuvre	Gouvernance, Sécurisation foncière, Planification du territoire, Amélioration de l'exploitation des produits forestiers, Réduction de la pauvreté des communautés locales	5 ans
	Phase d'investissement		
Côte d'Ivoire	Phase de préparation	Mise en place de l'architecture nationale, mobilisation des parties prenantes, projets pilotes	5 ans
	Phase de mise en œuvre	Gestion durable des forêts, agroforesterie, reboisement, paiement pour services environnementaux	5 ans
	Phase d'investissement		





Eléments clé de succès du processus REDD+

Le financement de REDD+ en Afrique

Pays	Phases du Processus REDD+	Activités mises en œuvre	Durée de mise en œuvre
Madagascar	Phase de préparation	<ul style="list-style-type: none"> - Préparation des cadres de mise en œuvre du mécanisme REDD+ : stratégie national et régionales REDD+, plan de partage de revenus, instruments de sauvegarde, cadre légal (décret sur le mécanisme REDD+ et ses arrêtés d'applications), système MNV, Système d'information sur les initiatives et programmes REDD+) - Mise en place arrangement et dispositif institutionnel, gouvernance - Renforcement des capacités - Harmonisation et coordination intersectorielles 	
	Phase de mise en œuvre		
	Phase d'investissement		
Mozambique	Phase Préparation	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de l'équipe de travail REDD+ - Renforcement des capacités institutionnelles pour la gestion de REDD+ - Promotion de consultations publiques multisectorielles - Élaboration de la stratégie nationale REDD+ - Niveau de référence des émissions - Mise en place d'un système d'information et de sauvegardes des forêts 	2009-2013-2018
	Phase mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> - rrégularisation des terres (délimitation des DUAT et des zones communautaires); - la restauration des zones dégradées et l'établissement de systèmes agroforestiers; - pLan national de développement territorial - renforcement de l'utilisation durable des forêts - rrenforcement de la gouvernance forestière; - soutien à l'intégration des ménages ruraux dans les chaînes de valeur agricoles, forestières et productions non ligneuses durables; - renforcement des capacités des organismes communautaires pour participer à la gestion intégrée du paysage et d'en tirer profit: 	2017-2022



Eléments clé de succès du processus REDD+

Renforcement des capacités REDD+

1 = Aucun 2= Léger 3= Modéré 4= Bon 5= Excellent

- Autoévaluation des capacités des pays sur la base d'un questionnaire

	Domaine de compétence	B Faso	Camer	C.I	Madag	Mozb	Sénég	RDC	Mean
1	Niveau actuel des connaissances sur le développement de la stratégie REDD+ dans le pays	4	4	3	3	5	3	4	3,71
2	Niveau actuel des connaissances en matière d'élaboration de niveaux d'émission de référence pour les forêts dans le pays	3	2	4	4	5	2	3	3,29
3	Niveau actuel des connaissances en matière d'élaboration d'un système robuste de mesure, de déclaration et de vérification (MRV) dans le pays	4	4	4	4	5	3	3	3,86
4	Capacité institutionnelle du pays à gérer le processus de préparation REDD	4	3	4	4	4	3	5	3,86
5	Capacité institutionnelle du pays pour l'évaluation des ressources	2	3	4	4	4	3	4	3,43
6	Capacité institutionnelle du pays d'entreprendre la modélisation de différents scénarios en référence au statu quo et aux niveaux d'émissions	4	3	4	4	5	3	4	3,86
7	Quelle est la capacité institutionnelle du pays à entreprendre un inventaire des GES du secteur AFOLU	3	3	3	4	5	4	4	3,71
8	Capacité institutionnelle du pays en matière de SIG et de télédétection pour l'évaluation des ressources forestières et des stocks de carbone	4	2	5	3	4	3	4	3,57
9	Capacité institutionnelle du pays à entreprendre une évaluation rapide des stocks de carbone forestier (RaCSA) pour les projets pilotes REDD+	2	3	4	5	4	2	4	3,43
10	Capacité institutionnelle du pays à entreprendre les politiques et les réformes nécessaires au processus REDD+	3	3	3	3	4	3	3	3,14
11	Capacité institutionnelle du pays d'entreprendre une évaluation des facteurs du déboisement et de la dégradation des forêts dans différents types de forêts	4	4	5	3	5	4	4	4,14
12	Capacité institutionnelle du pays à entreprendre des sauvegardes socio-environnementales (SESA et SIS)	3	3	4	3	3	3	3	3,14





Eléments clé de succès du processus REDD+

Renforcement des capacités REDD+

1 = Aucun 2= Léger 3= Modéré 4= Bon 5= Excellent

• Autoévaluation des capacités des pays sur la base d'un questionnaire

	Domaine de compétence	B Faso	Camer	C.I	Madag	Mozb	Sénégal	RDC	Mean
13	Capacité institutionnelle du pays à développer des projets bancables pour les processus REDD	2	3	3	4	5	3	4	3,43
14	Capacité institutionnelle du pays à élaborer un document de conception de projet (PDD) pour les projets pilotes REDD	3	3	4	4	4	3	4	3,57
15	Capacité institutionnelle du pays à développer une note d'idée de projet (PIN) pour les projets pilotes REDD	3	4	5	4	5	3	4	4,00
16	Capacité institutionnelle du pays à relier les parties prenantes aux institutions financières dans le développement de projets bancables pour le processus REDD	3	3	3	4	3	3	4	3,29
17	Capacité institutionnelle du pays à gérer les conflits dans le processus REDD+	3	2	3	3	3	2	3	2,71
18	Quelle est la capacité institutionnelle du pays à informer les parties prenantes sur les tendances actuelles des marchés et des échanges de droits d'émission de carbone	3	1	4	4	2	3	4	3,00
19	Capacité institutionnelle du pays à informer les parties prenantes sur les types de réductions d'émissions échangées et leurs processus	3	2	4	4	1	1	3	2,57
20	Capacité institutionnelle du pays à développer un cadre/ mécanisme solide de partage des bénéfices pour le paiement basé sur les résultats dans REDD +	2	2	4	4	4	2	4	3,14
21	Capacité institutionnelle du pays dans les négociations sur la foresterie et le changement climatique pendant les COP de la CCNUCC et les processus du FNUF	2	3	5	3	3	4	4	3,43
	Mean	3,05	2,86	3,90	3,71	3,95	2,86	3,76	3,44

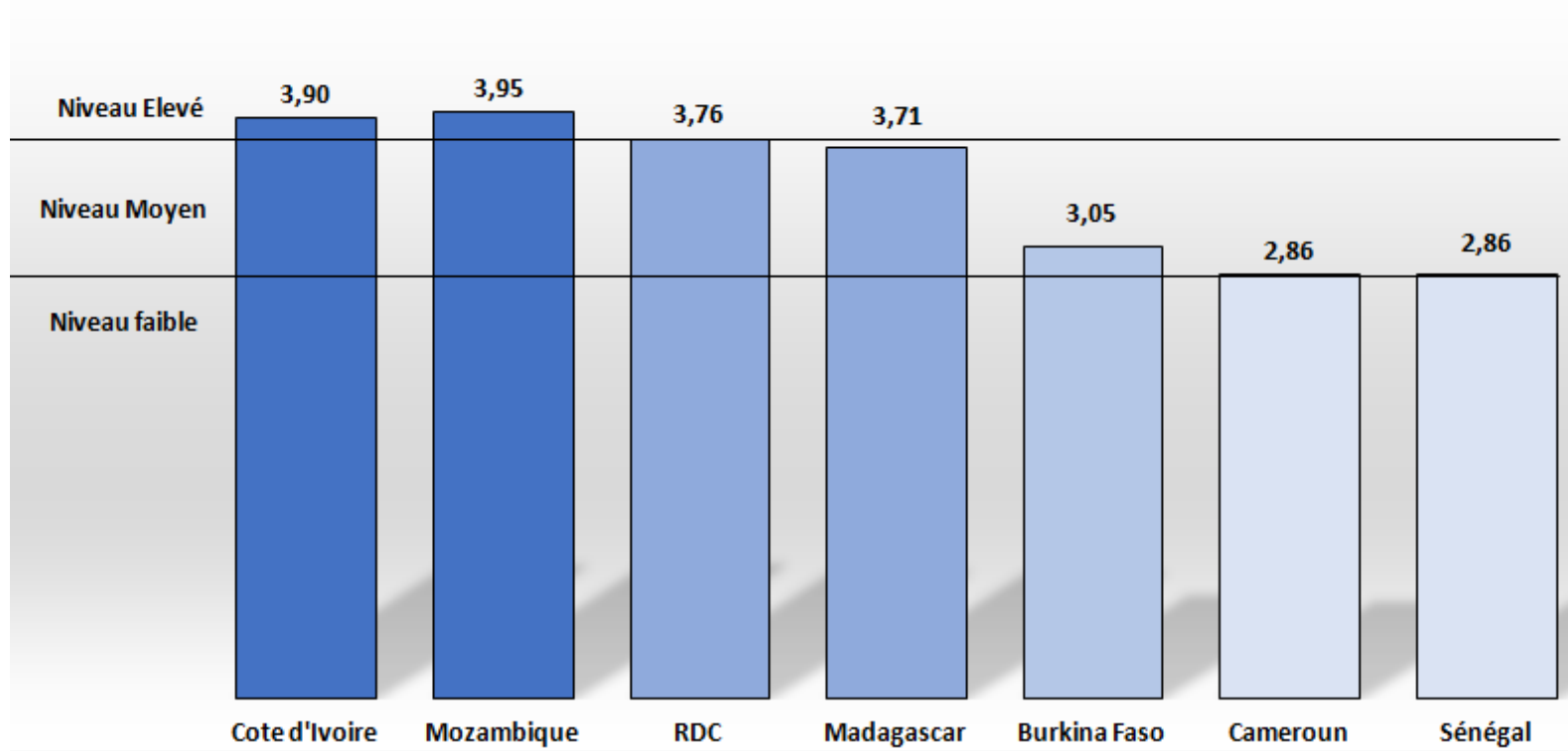




Éléments clé de succès du processus REDD+

Renforcement des capacités REDD+

Niveau de maitrise des competences REED+





Éléments clé de succès du processus REDD+

Renforcement des capacités REDD+

Besoins de renforcement des capacités des acteurs africains:

- Ces besoins sont identifiés sur la base des activités définies dans les stratégies nationales REDD+. Les principales thématiques sont:
 - le renforcement des associations communautaires locales ;
 - le renforcement des capacités techniques des agents et des populations sur les techniques d'aménagement durable des forêts, de régénération naturelle assistée, de mise en défens, de plantation d'enrichissement et de reboisement,
 - les techniques d'agroforesterie ;
 - les méthodes et techniques de conservation des sols et des eaux ;
 - les techniques de conservation et de transformation des produits agricoles et des produits forestiers non ligneux
 - et enfin les techniques d'économie d'énergie et les énergies alternatives.
- L'enquête menée cette année par le FVC (CGF, 2019) permet de compléter l'analyse :

Quatre (4) domaines prioritaires ont été identifiés :

- L'amélioration du système national de surveillance des forêts et sa révision et mise à jour systématiques ;
- La mise à jour du FREL / FRL ;
- La création et l'amélioration/ mise à jour du système d'information sur les garanties (SIS) ;
- Et la préparation de l'annexe technique du rapport biennal (rapport actualisé avec soumission des résultats de la REDD +





Défis et Opportunités de REDD+ en Afrique

Les défis pour la mise en œuvre de REDD+

• Au plan institutionnel et politique

- le renforcement des institutions en charge de conduire le processus REDD+ : structure dédiée, dotée de personnels techniques suffisants et compétents (avec un plan de renforcement de compétences: [Cas d'école: Côte d'Ivoire et Cameroun](#))
- Répartition équitable des ressources entre l'ensemble des acteurs en fonction des missions: [Cas d'école: Cameroun](#)
- Redistribution équitable des paiements de carbone, en particulier les collectivités locales et les populations concernées. Prise en charge des coûts de transaction souvent élevés par l'Etat

• Au plan technique

- Adoption d'une méthodologie crédible d'établissement du scénario de référence de la déforestation et de la dégradation des forêts souvent en l'absence d'un système de suivi permanent des formations forestières.
- Système d'Informations et de Garanties qui est une innovation et un défi pour la plupart des institutions forestières

• Au plan socio-économique



- La problématique du droit foncier: large fossé entre les pratiques foncières locales vs le droit positif souvent d'inspiration coloniale
- De même, droit forestier d'inspiration coloniale: L'Etat considère la forêt comme sa propriété et sera naturellement enclin à capter les ressources pour son propre profit au détriment de la durabilité du processus
- Les exigences techniques assez strictes de la CCNUCC pour la certification du carbone ainsi que le niveau de prix du carbone sont des contraintes majeures





Défis et Opportunités de REDD+ en Afrique

Les opportunités de REDD+ en Afrique

- à l'échelle mondiale une perte de couvert forestier de 337 millions d'hectares, équivalent à une diminution de 8,4% de la couverture forestière depuis 2000 (CGF, 2019)
- Plan d'action de Bali recommande un effort soutenu de réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts  Opportunité de développer des programmes PES
- Contrairement au protocole de Kyoto, REDD+ intègre les activités de gestion/ conservation des forêts,  Réelle opportunité de valoriser les activités de gestion durable des forêts (mises en défens, les conventions locales, l'aménagement forestier, les systèmes agroforestiers incluant le carbone du sol, etc.)
- Désignation du FVC par la CCNUCC pour soutenir REDD+ constitue un atout pour la disponibilité de financements
- Existence d'institutions multilatérales fortes pour appuyer les initiatives de préparation et de mise en œuvre de REDD+. Il s'agit en particulier de ONUREDD, le PCPF, le PIF
- Bonne expérience capitalisée par certains pays comme la RDC, la Côte d'Ivoire, Madagascar et le Mozambique qui peut inspirer les pays les moins avancés
- Enfin mise en place d'une plateforme REDD+ à l'échelle des sous régions africaines à l'initiative de AFF et la BAD





”MERCI POUR VOTRE AIMABLE ATTENTION”

Fin de la communication sur

*REDD+ AND BEST PRACTICES INTEGRATING FORESTS AND
TREE-BASED MITIGATION AND ADAPTATION IN RESPONSE
TO CLIMATE CHANGE IN AFRICA*

Dr Cheikh Dieng

Dakar, Nov 2022

